



Au-delà de l'immediat

Aspirations anarchistes face au(x) désastre(s) en cours

Sans détour, mars 2021

En relisant des textes anarchistes désormais datés, j'ai souvent l'impression que les compagnons d'il y a un siècle avaient les idées beaucoup plus claires que nous sur le monde pour lequel ils se battaient et sur le chemin à entreprendre pour atteindre un jour cette liberté si ardemment désirée. Nous vivons aujourd'hui une époque sombre et malade, qui nous laisse très peu d'espoirs quant à l'avenir. Toute spéculation sur un bouleversement révolutionnaire de l'existant doit s'affronter à un « réalisme » qui laisse bien peu d'espace aux idéaux et à l'utopie. Pourtant, si l'on décide de consacrer nos vies (ou une grosse partie d'elles) à la lutte, pourquoi ne pas tenter d'aller plus loin que l'agir immédiat, ne serait-ce qu'avec l'imagination ? Pourquoi ne pas essayer de réfléchir à propos de ce que l'on entend – et pas seulement du point de vue théorique – quand on parle de « révolution », et se demander par quelles « étapes » un tel processus devrait nécessairement passer ? Ou bien devrait-on définitivement déclarer morte la possibilité même d'un changement

radical du cours des choses, renoncer donc à cette aspiration et (s') avouer que nos luttes et nos actes servent uniquement à donner un sens et de la joie à nos existences, à ne pas tomber dans la dépression, la résignation, l'ennui ou le désespoir ?

Loin de moi l'idée de nier cette dimension existentielle de la lutte, qui est primordiale et sans laquelle, j'en suis profondément convaincu, aucun changement radical n'est possible. Néanmoins, dans certains instants d'optimisme – par exemple à l'occasion d'une rencontre inattendue où d'une nouvelle qui réchauffe le cœur, d'un mouvement de rue d'une certaine ampleur ou encore face à la multiplication d'attaques multiples et variées – je me dis que nous ne sommes pas les seuls à souhaiter ce bouleversement. Dans notre constat quotidien de l'horreur qui fait tourner le monde, nous avons tendance à oublier que la tension vers la liberté continue à vivre bien au-delà de ceux et celles qui connaissent et chérissent les idées anarchistes. Alors pourquoi ne pas penser, comme on le faisait à l'époque, à ce qu'impliquerait un bouleversement révolutionnaire, pourquoi ne pas en parler, pourquoi ne pas avoir ce regard vers l'avenir, sans faux espoirs ni belles illusions, mais aussi sans cynisme ou désillusion ?

Il y a un siècle, au beau milieu d'une époque peut être encore plus sombre que celle actuelle – le monde venait de sortir de la première boucherie mondiale – les idées révolutionnaires étaient encore largement diffusées. Errico Malatesta écrivait : « Une fois les autorités monarchiques vaincues, une fois les corps policiers détruits, une fois l'armée dissoute, nous ne reconnaitrons aucun nouveau gouvernement, et en particulier s'il s'agissait d'un gouvernement central prétendant diriger et réguler le mouvement. Nous inciterons les travailleurs à prendre possession de la terre, des usines, des chemins de fer, des bateaux, bref, de tous les moyens de production, abandonnant pour toujours les travaux inutiles et nuisibles et provisoirement ceux qui sont superflus, en concentrant le maximum des forces dans la production des denrées alimentaires et des autres objets de première nécessité. On pousserait à la collecte et à l'économie de tous les produits existants et à l'organisation de

la consommation locale et de l'échange entre localités voisines et lointaines, conformément aux exigences de la justice et de la nécessité, ainsi que de la possibilité du mouvement. On s'occuperait de l'occupation des logements vides ou peu habités, afin que personne ne reste sans logement [...]. On s'empresserait de détruire les banques, les titres de propriété et tout ce qui représente et garantit la puissance de l'État et du privilège capitaliste ; on essaierait de créer un état de choses rendant impossible la reconstitution de la société bourgeoise ».

Voilà, très schématiquement, en quoi consistait la révolution et quel rôle devraient jouer les anarchistes selon l'infatigable subversif napolitain. Une conception plutôt claire, malgré les énormes obstacles qu'un tel processus impliquerait, et largement partagée par une bonne partie des compagnons de l'époque. Certes, comme aujourd'hui, le mouvement anarchiste était traversé par une multitude de discussions, débats et conflits. Il y avait par exemple ceux et celles qui, comme Malatesta lui-même, étaient partisans de la constitution d'une organisation anarchiste unitaire et fédérative – avec une structure formelle, un programme commun, des commissions, etc. – et ceux qui prônaient la libre association basée sur l'affinité, hors de toute structure fixe, la prise d'initiative individuelle et la propagande diffuse, sans aucun type de centralisation. Il y avait des anarchistes qui étaient favorables à une alliance avec des partis politiques (socialiste, communiste, républicain) pour renverser la monarchie, et d'autres qui refusaient farouchement ces « fronts communs » avec les autoritaires et les réformistes. Il y avait ceux et celles qui prônaient la grève armée et l'occupation des usines, alors que d'autres s'investissaient dans l'« éducation libertaire » et d'autres encore s'empressaient d'attaquer les représentants et les structures de la domination sans attendre les masses. Néanmoins, malgré ces énormes divergences de vision et de méthode, je ne pense pas me tromper si j'affirme que la plupart d'entre eux et elles partageaient, de manière générale, une conception du processus révolutionnaire similaire à celle décrite dans la citation ci-dessus. Insurrection armée de la population, destruction de l'Église et de l'État, expropriation de la bourgeoisie et collectivisation des terres,

des moyens de production et du produit du travail, abolition de la propriété seraient les étapes à travers lesquels les prolétaires arriveraient à se réapproprier leurs vies, se libérant enfin du joug des exploités. Il ne s'agissait pas seulement de belles paroles et les compagnons de l'époque n'étaient guère des hommes et des femmes naïves ou illusionnés. Ils et elles étaient conscients de l'énorme prix qu'un tel processus demandait et nombre d'entre eux et elles sont tombés dans cet effort de bouleversement de l'existant.

Un siècle après l'article de Malatesta, que peut-on retenir d'une telle conception anarchiste de la révolution ? Bien qu'aujourd'hui on entend rarement (ou jamais) des anarchistes échanger à propos de « comment on fera la révolution », j'ai l'impression qu'implicitement un certain nombre de compagnons continuent à avoir à l'esprit, dans les grandes lignes, les étapes mentionnées (entre autres) par Malatesta. L'idée d'une série de soulèvements prolétaires menant à un affrontement final contre les forces de la domination et à la réappropriation des moyens de production reste très présente dans l'imaginaire de nombre de radicaux. Mais les choses ont bien changé depuis l'époque de Malatesta, et elles continuent à changer à une telle vitesse que notre compréhension du monde semble être toujours inadéquate face à la réalité.

L'anarchie ne peut qu'être anti-industrielle

Si il y a un siècle, la société industrielle – avec ses mines, ses puits de pétrole, ses usines et ses chemins de fer – avait déjà commencé à répandre ses tentacules dans une partie du monde, nous en sommes aujourd'hui à un tel niveau de dépossession et de désastre que nous sommes obligés de jeter un regard rétrospectif et de questionner même certaines idées fondatrices de l'anarchisme. Nous sommes trop loin des grands espoirs que le progrès suscitait alors, y compris parmi les ennemis de la domination. Malatesta lui-même écrivait que « la production, si elle est faite par tout le monde à l'avantage de tous, et grâce à l'aide que la mécanique et la chimie fournissent, peut augmenter indéfiniment ». Une bonne partie des révolutionnaires étaient convaincus du fait que le développement

techno-scientifique, sous le contrôle des travailleurs et mené au profit de ces derniers, aurait constitué une sorte de panacée capable de mettre fin aux tâches pénibles de l'humanité. Selon cette vision, les puissantes technologies de la société capitaliste (trains, avions, voitures, machines industrielles, etc.) pourraient continuer à être fabriquées dans une société sans classes ni hiérarchies. Il faudrait « juste » que le contrôle des moyens de production passe de la main du patron à celle des « prolétaires ». Les deux tentatives révolutionnaires plus importantes d'Europe, en Russie et en Espagne – malgré les différences entre elles en termes de circonstances et de rapports entre autoritaires et antiautoritaires – montrèrent également comment ce passage de main constituait, de fait, la mise en place d'une nouvelle hiérarchie, du maintien de la division du travail, de la spécialisation et de l'aliénation. Même sous les bannières libertaires de la CNT en Espagne, l'exploitation des ouvriers continuait d'exister et les refus, les grèves et les conflits dans les usines se multipliaient. Déjà à cette époque, alors que l'industrialisation était encore récente (les années vingt ou trente du vingtième siècle), aucune réappropriation libertaire du monde industriel n'était possible, du moins à grande échelle. Maintenir en place les usines signifiait maintenir en vie l'exploitation, mais peu de révolutionnaires semblaient en être pleinement conscients.

Maintenant, pensons un instant à la vie d'une grosse partie de nos contemporains. Si nous nous penchons sur tout ce qu'il y a derrière chaque geste, chaque activité de l'« homme moderne », nous trouvons un scénario de mort et de dévastation à vaste échelle. D'où proviennent nos aliments et nos vêtements ? D'immenses surfaces de monocultures contrôlées par l'agro-industrie, inondées de pesticides et d'engrais de synthèse, travaillées par des machines dépendant du pétrole et, de plus en plus, par des robots. Comment nous déplaçons-nous ? Grâce à des machines fabriquées par des esclaves aux quatre coins du monde, fonctionnant au pétrole ou à l'énergie nucléaire. Et que dire des ordinateurs, des smartphones et de toute l'infrastructure d'internet ? Des technologies et des médicaments grâce auxquels nous nous soignons ? Peu importe notre point de départ, nous arrivons toujours à des terres expropriées, ravagées et

empoisonnées sur les cinq continents, à d'énormes mines de cuivre, d'or, de lithium, de terres rares et j'en passe, avec leurs bassins de cyanure et de mercure, à des millions de tonnes d'hydrocarbures extraits du ventre de la terre et relâchés dans l'atmosphère sous forme de CO₂, aux centrales nucléaires, aux forêts rasées au sol, à des quantités exorbitantes de déchets chimiques, électroniques et radioactifs qui s'accumulent partout. Les espèces vivantes disparaissent à un rythme vertigineux, les sources d'eau douce diminuent drastiquement, le climat se réchauffe.

Séparer la « question écologique » de la « question sociale » n'a vraiment pas de sens et ne peut servir qu'aux intérêts de marchands et des politiciens. Il est évident que l'être humain, tout comme les autres espèces, subit les conséquences de l'exploitation industrielle. Partout, la dévastation de la terre est accompagnée par des désastres, des famines et des guerres sans fin pour le contrôle des matières premières. Le rythme des ravages provoqués par la domination industrielle s'accélère à chaque seconde, à chaque minute qui passe. C'est la logique même de l'accumulation et du profit qui demande de réduire toujours plus les coûts, d'augmenter la vitesse et la quantité de la production et de diversifier l'offre. Les tentacules de la machine s'étendent désormais dans chaque recoin de la planète, et au-delà : des sommets des Andes aux fonds des Océans, de la forêt amazonienne au Sahel, du sous-sol jusqu'à l'espace, où l'on envoie désormais des dizaines de milliers de satellites et où l'on recherche aussi des matières premières à exploiter.

Dans ce monde où tout devient artificiel, où chaque individu humain se transforme en rouage d'une machine que personne ne peut plus entièrement contrôler, dans ce monde où la perte de sens et le désespoir se transforment en abrutissement, cynisme et violence aveugle... nous revenons à la question initiale : quelle révolution est possible et souhaitable ? S'il me semble inévitable qu'on en arrivera à des scénarios de confrontation violente toujours plus fréquents entre exploités et exploités, entre des forces militaires protégeant une population de privilégiés face à des multitudes d'humains affamés, intoxiqués, esclavagisés... (d'ailleurs n'est-ce

pas déjà le cas des millions d'habitants de ce qu'on appelle laconiquement le « tiers-monde » contraints de se déplacer ?), ainsi qu'à de véritables guerres de survie entre pauvres, quelles possibilités de transformation radicale de l'existant pourraient s'ouvrir et dans quelle direction devrait-on pousser en tant qu'anarchistes ?

Un premier constat me semble aujourd'hui inévitable : le problème n'est pas seulement qui détient les moyens de production et le produit du travail, le problème c'est bien l'existence et la nature même de ces moyens de production et de ces produits. L'expropriation et l'autogestion de l'existant, de la machinerie industrielle dans laquelle nous sommes tous et toutes immergés ne sont certainement pas des objectifs souhaitables, et ils seraient d'ailleurs impossibles. Prenons l'exemple du pétrole, cette ressource indispensable concentrée dans un nombre assez réduit de régions, sans laquelle le monde tel qu'il est conçu aujourd'hui s'arrêterait : comment l'extraction et la distribution mondiale d'une telle matière pourraient être autogérées par les travailleurs ? Comment pourraient-elles se passer d'une organisation rigidement hiérarchique et militarisée ?

Aucune possibilité de libération n'est envisageable sans l'arrêt de la machinerie de mort, son abandon et sa destruction. Bien qu'une telle conclusion puisse paraître absurde et folle aux yeux d'une grande partie de la population, je suis profondément convaincu qu'il s'agit de la seule sortie possible et que c'est dans ce sens que nos efforts devraient aller. Cette voie obligée pour ceux et celles qui aspirent à la liberté, ou tout simplement pour ceux et celles qui sont déterminés à empêcher l'extermination définitive du vivant par le monde industriel, implique néanmoins un chemin long et tortueux, et je pense qu'on ne peut plus esquiver l'énormité des obstacles et des enjeux qui se trouvent sur ce chemin.

Un déchirement douloureux

Il n'est pas exagéré de comparer une grosse partie de l'humanité à un malade en phase terminale, dont la survie dépend de son branchement à l'alimentation électrique. Dans un dossier de la Re-

vue Militaire Suisse consacré à l'hypothèse du black-out, cela est montré clairement à partir de l'évaluation du degré d'interdépendance entre les infrastructures considérées comme « critiques ». Le concept de « criticité » rend compte de la capacité de composants du système à diffuser des éventuelles perturbations : « Dans un système dit « sous-critique », une perturbation externe ne produit que des dégâts localisés et mineurs, car les composants du système sont faiblement liés entre eux, voire pas du tout. En revanche, dans un système dit « sur-critique », une perturbation, même mineure, se diffuse dans une grande partie du système en occasionnant des dégâts significatifs, voire en détruisant certains composants. Plus la criticité est forte, plus la probabilité que des effets en cascade se diffusent d'un système à un autre, ou d'une infrastructure critique à une autre augmente. Ainsi, en cas de blackout, une société ayant des interdépendances réduites entre ses différents secteurs critiques sera moins affectée qu'une société fortement interdépendante comme celle des pays dits développés. Les dégâts seront nettement plus importants dans le cas d'une société ultraconnectée ». Parmi les ci-nommées « infrastructures critique », celles chargées d'assurer l'approvisionnement électrique jouent un rôle vital. Une interruption prolongée de l'alimentation électrique d'un pays provoquerait l'arrêt des systèmes d'information et de télécommunication, des banques et des services financiers, du transport des marchandises, mais aussi de l'approvisionnement en eau potable, du traitement des eaux usées et des services hospitaliers. Selon cette étude, une interruption de l'approvisionnement électrique pendant seulement huit jours générerait un effet en cascade capable de provoquer un effondrement terminal de la société. Certes, la méga-machine s'écroulerait, mais avec elle probablement un grand nombre de vies humaines, en raison de leur manque d'autonomie, y compris en ce qui concerne l'eau, l'alimentation et les soins.

Selon ces mêmes experts au service de la domination, ce scénario ne relève pas du tout de la science-fiction. L'infrastructure électrique est vieillissante, fragile, et les « facteurs de risque » se multiplient. Catastrophes naturelles (inondations, neige, vagues de chaleur, tempêtes de glace, vent et tempêtes solaires, pandémies,

etc.), surcharge du réseau, explosions ou accidents industriels (voire nucléaires), problèmes techniques et informatiques, sabotages, attentats, cyberattaques ou erreurs humaines constituent autant de potentiels éléments déclencheurs. À propos du risque du lien entre une éventuelle pandémie et le risque de black-out, ce texte de 2018 affirmait : « une pandémie peut grandement réduire le nombre d'employés du secteur électrique, ceux-ci étant malades, ou absents soit pour s'occuper de leurs proches, soit parce qu'ils craignent pour leur santé. Dans ces conditions, le réseau électrique pourrait ne plus suffisamment être encadré, un facteur de vulnérabilité pouvant mener à un black-out ».

Deux ans après, en pleine crise de Covid-19, cet imaginaire de l'effondrement est bien présent dans les esprits. Les États multiplient les appels à la « résilience », à s'adapter à des conditions toujours plus précaires mais ne surtout pas tenter de changer de direction. Et dans une tentative désespérée de poursuivre cette marche du progrès, la domination prend des mesures qui, paradoxalement ne font que fragiliser encore plus son fonctionnement. Le télétravail, la 5G et le numérique appliqué à tous les domaines ne font qu'augmenter le degré de criticité de chaque composant du système, vu que, comme le soulignait la Revue Militaire Suisse, « le risque de black-out augmente proportionnellement à l'accroissement de l'hyperconnectivité ».

La marche suicidaire de la techno-industrie emportera avec elle une partie de l'humanité, elle est déjà en train de le faire. Devrions-nous agir pour l'effondrement avant que le contrôle technologique ne devienne omniprésent, que toute forêt ne soit rasée, que la faune sauvage ait disparue, avant que l'air ne devienne irrespirable ? Les subversifs du XXIème siècle se trouvent cruellement confrontés à cette question. Étant donné le niveau d'interdépendance entre notre espèce malade et ses créations mortifères, nous nous trouvons coincés entre la « sécurité » – d'une destination néfaste – et l'insécurité d'un chemin de révolte et de liberté. Aujourd'hui plus qu'hier encore, les actes de rupture peuvent impliquer de lourdes conséquences. Ces dernières années, on a pu entendre à plusieurs

reprises la propagande de l'État contre les sabotages d'infrastructures de télécommunication : il s'agirait d'actes « irresponsables » mettant en danger des vies humaines, notamment les personnes plus âgées qui se trouveraient dans l'impossibilité d'appeler les secours en cas de besoin. C'est le chantage que le pouvoir utilise et utilisera toujours pour isoler et réprimer les rebelles, faisant porter à ces derniers le poids de la dépossession et de la misère généralisée, de la perte d'autonomie, du désastre social et écologique provoqué par ce système mortifère. D'ailleurs ce même discours, aujourd'hui utilisé contre les saboteurs, était utilisé hier contre les Gilets Jaunes qui bloquaient les routes, provoquant de lourdes conséquences sur la vie collective, et il pourrait être utilisé également en cas d'une grève massive qui provoquerait rapidement des pénuries. Toute action radicale contre la marche de cette société, qu'elle soit l'expression d'une poignée de rebelles ou d'une masse insurgée, comportera des situations chaotiques et parfois de grosses difficultés pour la population. Cela était déjà vrai il y a un siècle, et l'est encore plus aujourd'hui, dans une époque où une grosse partie de la population semble être incapable de vivre sans ses prothèses technologiques.

D'autre part, si nous ne pouvons pas prendre sur nous la responsabilité de la dépossession et de la perte d'autonomie de l'humanité, et que cela ne doit pas freiner notre agir, en tant qu'anarchistes et révolutionnaires nous devrions assumer pleinement nos choix et nos actes. Nous n'avons pas choisi de vivre dans ce monde, cependant nous prenons chaque jour des décisions pouvant aller dans un sens ou dans un autre et c'est donc à chaque individu et à chaque groupe de mesurer et d'évaluer la portée de ses actes. Personnellement, je crois que bien qu'on puisse être dégoûtés de la passivité diffuse, ou pire encore de l'adhésion des masses aux valeurs de la domination, aucun changement souhaitable n'est possible à partir d'une aptitude de haine contre des catégories aussi génériques et irréelles que « les gens » ou « l'humanité ».

Voilà pourquoi je trouve plutôt dangereux certains discours qui semblent faire l'apologie du « désastre », attendant avec une sorte de foi mystique « l'effondrement ». Nous ne pouvons pas – comme

le font les défenseurs de l'ordre – mettre sur le même plan des insurrections et des événements mortifères (accidents, pénuries, événements climatiques, etc.) qui pourraient perturber le cours de la normalité. Si dans les deux cas on assisterait probablement à de gros changements et des conséquences dramatiques, dans le premier il s'agirait d'un phénomène social motivé par un refus et, éventuellement, par une volonté de changement, qui pourrait contenir les germes de quelque chose de radicalement différent, le début d'un processus de transformation ; tandis que dans le second cas il s'agirait de nouvelles conditions, peut-être même plus dures encore, qui – même si elles pouvaient causer un « effondrement » du système techno-industriel – n'engendreraient pas mécaniquement un changement des rapports sociaux à la base de ce système. Dit d'une manière schématique et sans doute simplificatrice, un « effondrement » produit par une série de révoltes et d'insurrections pourrait ouvrir la porte à de nouvelles formes de solidarité et des organisations sociales plus libres et décentralisées, alors qu'un « effondrement » imposé par des conditions « extérieurs » aurait plutôt l'effet de créer de la panique, un besoin de sécurité et une compétition pour la survie. Bien sûr, dans les deux cas on aurait sûrement l'un et l'autre, de l'égoïsme et de la solidarité, tout comme le surgissement de formes d'organisation libres et d'autres autoritaires. Mais penser qu'en fin de compte, tout ce qui importe c'est que le monde tel qu'il est aujourd'hui s'écroule, peu importe la raison, reviendrait finalement à considérer comme superflu tout effort pour un bouleversement révolutionnaire. Tout ce qu'on devrait faire serait alors d'agir pour accélérer ou déclencher ce processus d'effondrement, qui d'une manière presque mécanique porterait aussi à une transformation des rapports sociaux. Au final, cette vision n'accorde pas de place aux idées, aux individus et aux subjectivités.

L'agir minoritaire

Je ne crois pas qu'un effondrement apocalyptique, tel que le cinéma ou la littérature nous le présentent, soit souhaitable. Mon agir n'entend pas provoquer des millions de morts, ma lutte – notre lutte – ne vise pas l'extinction humaine mais la mort d'un système

qui, lui, est en train de provoquer l'extinction de milliers d'espèces et qui, s'il n'est pas arrêté avant, arrivera peut-être à terme à nous effacer tous de la surface de la terre. Je ne vois pas d'autres alternatives : ou bien continuer à aller à toute vitesse vers une série d'inévitables désastres (série qui a d'ailleurs déjà commencée), ou bien prendre conscience, tirer le frein d'urgence et descendre du train. Certains événements laissent penser qu'un refus de la colonisation technologique de nos vies ont déjà commencé à se manifester et à se diffuser. Entre mars 2020 et mars 2021, en pleine époque de restructuration techno-policière de la société sous prétexte de l'urgence sanitaire, rien qu'en France nous avons eu vent de 174 sabotages – un tous les deux jours – visant les infrastructures de télécommunication. C'est malheureusement grâce à la répression qu'on a découvert que des personnes avec des idées, des perspectives et des parcours individuels assez différents, ont mené ces attaques. Et pourtant, une même inquiétude et une certaine saturation vis-à-vis du monde hi-tech et ultra-connecté, s'expriment dans ces actes.

Dans ce contexte, un dialogue est en train de nouer entre ceux et celles qui, partant d'une base anti-autoritaire, partagent la perspective de l'action directe contre les veines de la domination. Il me semble intéressant de reprendre ici les fils de ce débat, qui ne porte pas seulement sur des questions de « stratégie », mais aussi sur le sens et les objectifs de l'agir subversif.

Dans un texte titré « Quelques réflexions sur les attaques d'antennes relais » paru initialement sur Indymedia Nantes, puis republié par le bulletin anarchiste Avis de tempêtes, il est question de « regarder plus loin » que ces « trous dans la toile qui sont réparables en quelques heures, ou quelques jours dans le meilleur des cas ». Le-s auteur-e-s du texte, tout en soulignant la pertinence des antennes relais en tant que cibles accessibles et diffuses, proposent d'oser aller plus loin, de se coordonner, de « nous concentrer sur les pièces critiques de ce système si nous voulons lui porter des coups réellement dommageables ». Deux attaques réalisées pendant le Grand Confinement de mars-mai 2020 sont portées comme exemple de cette perspective : la coupure de plusieurs câbles de fibre op-

tique advenue en région parisienne le 5 mai 2020, occasionnant une importante rupture de télécommunications (des liaisons coupées entre data center locaux et européens, plus de 100 000 personnes sans téléphone et internet, dont des grosses entreprises et des commissariats) et l'incendie coordonné du 17 mai de trois antennes-relais autour de Grenoble (des centaines de milliers de personnes sans internet, ni télé, ni radio pendant plusieurs jours). Les auteur-e-s du texte mentionnent également l'importance de l'infrastructure électrique pour le fonctionnement du système techno-industriel et les possibilités qu'un black-out électrique pourrait ouvrir pour les subversifs. Dans cette perspective, la nécessité de franchir le pas « entre ce qui peut s'amalgamer à une certaine pratique du conflit basse intensité et ce qui pourrait devenir un conflit plus ouvert » est dicté par l'urgence de l'évolution du rouleau destructeur de la société, qui écrase la nature et impose son contrôle totalitaire, mais relève aussi d'un certain pessimisme par rapport aux possibilités d'un bouleversement plus généralisé : « plus le temps d'espérer qu'un énième mouvement social devienne incontrôlable si l'on y casse suffisamment de vitrines ; ou d'espérer qu'à force de petits exemples de sabotages diffus, une masse toujours plus servile se transforme en masse furieuse ».

Au moins deux textes ont suivi à ces « Quelques réflexions ». Le premier, « À l'assaut de l'existant » envoyé en juillet à Avis de tempêtes et publié dans le numéro du 15 août 2020 de ce bulletin ; le deuxième, « Éthique et stratégie » fait partie de la brochure « Des singes, pas de savants. Récits et réflexions en temps de confinement », « écrite à plus d'une main, à l'été 2020 ».

Le premier, bien qu'il ne s'agisse pas d'une réponse directe au texte publié sur Indymedia, analyse la prolifération d'attaques contre les infrastructures de la domination sous un autre angle. Tout en partant d'une même urgence, individuelle, d'agir sans attendre contre « ce monde de soumission, de résignation et de passivité organisées », l'auteur-e considère que la « simple multiplication de groupes d'action » ne saurait malheureusement pas pourvoir à la nécessité de démolir des structures de la domination et les rap-

ports sociaux qui en sont les piliers. L'agir à peu nombreux « ne signifie pas forcément agir isolément, et si la force ne réside pas dans le nombre mais dans son caractère diffus et incontrôlable, la question pourrait dans ce cas devenir [...] comment, tout en partant de soi, contribuer en même temps à favoriser, étendre, précipiter ou exacerber la guerre sociale ». Analysant les nombreux sabotages contre les infrastructures de télécommunication, l'auteur-e critique une vision de l'attaque centrée sur l'idée d'efficacité et montre que ces derniers peuvent être évalués selon des critères qui ne sont pas purement quantitatifs (toucher un maximum de personnes, créer une perturbation qui dure le plus longtemps possible), considérant par exemple les caractéristiques du lieu et du moment dans lesquels l'action se réalise, ou encore les projets et les entreprises spécifiques que le sabotage en question peut impacter. Finalement, selon ce texte, le risque d'une vision quantitative ne doit pas prendre le dessus sur la dimension qualitative de l'agir : « ne pourrait-on pas tout simplement se dire qu'un sabotage est réussi (ou « efficace ») lorsqu'on a accompli ce qu'on avait projeté de faire en s'en donnant les moyens ? Que c'est avant tout une question de singularité, que c'est un moment où on peut toucher à l'agir, à cette dimension fugace de la qualité où on a enfin prise sur sa propre vie et sur les étoiles ? »

La critique contenue dans le texte « Ethique et stratégie » rejoint, sous certains aspects, celle de « À l'assaut de l'existant ». Le texte compare la vision sous-jacente du texte « Quelques réflexions... » à l'écologisme du groupe Deep Green Resistance. On s'attaque ici à la vision « systémique, cybernétique et catastrophiste » de l'écologie, « prisonnière des attitudes défensive et de la sacralisation du vivant ». L'auteur-e d'« Éthique et stratégie » affirme : « ce n'est pas pour sauver un écosystème que je me bats, pas plus que pour l'égalité sociale. Je me bats pour faire l'expérience que ce foutu monde n'est pas immuable, que la méga-machine n'est pas indestructible, que le Léviathan n'est pas un dieu tout puissant ». À partir de là, toute considération basée sur des critères d'efficacité objective, toute stratégie planificatrice est balayée : « la seule stratégie qui ait un sens pour moi est celle qui consiste dans l'analyse de chaque si-

tuation, de chaque bouleversement, par les personnes qui agissent elles-mêmes ». Les télécommunications et l'énergie sont envisagées par l'auteur-e comme des « cibles stratégiques » parce qu'« elles permettent d'expérimenter des perspectives de blackout, et derrière elles, de tenter de rompre le mythe d'une société en réseau indestructible [...]. Mais il n'y a pas a priori « un truc à faire » [...]. L'attaque est une enquête, un moyen de connaissance du monde, en même temps que sa critique en actes ».

Je partage une partie des critiques soulevées par les deux derniers textes résumés ici. Penser qu'un groupe d'action, ou plusieurs groupes d'action, puissent arrêter définitivement la machine de l'exploitation, du contrôle et de l'aliénation en incrémentant leur puissance ou l'efficacité de leurs actions relève, au mieux (comme le souligne le texte *Éthique et stratégie*), du vieux mythe du Grand Soir et, au pire, d'un délire d'omnipotence qui peut facilement nous faire basculer dans le monde de l'autorité et dans ses logiques militaires. C'est pour cela que je refuse toute conception qui oppose, d'un côté, une poignée de révolutionnaires illuminés et de l'autre le méchant pouvoir, comme si entre les deux camps n'existait qu'un désert de passivité et de résignation. Sous ses différentes formes, la domination émerge tout d'abord d'un ensemble complexe de rapports sociaux, et ces rapports sont traversés de conflits. Comme l'écrivait un compagnon il y a quelques années, « rester prisonniers de l'idéologie de la victoire signifie ne pas comprendre qu'une minorité active, quelle qu'elle soit, ne peut jamais vraiment gagner, puisque cette victoire même voudrait dire la défaite de toute possibilité de liberté généralisée. Si on veut parler de gagner, cela doit en premier lieu être le fait des masses en révolte, librement associées dans de nouvelles créations sociales, capables de donner naissance à différentes et incroyables formations vitales, d'une espèce qu'aucune imagination, même la plus débridée, n'est en mesure de concevoir à partir de l'écorce répressive qui nous oppresse et nous entoure aujourd'hui [...]. La lutte a beaucoup de nuances et un seul objectif : agir de manière à ce qu'elle devienne la plus généralisée possible ».

D'après moi, cela n'a rien à voir avec le fait d'attendre que les masses se bougent pour passer à l'attaque, ni avec cette idée fâcheuse qui revient régulièrement selon laquelle « il ne faut pas faire ce que les masses ne sauraient pas comprendre », ce qui implique, si on suit la logique jusqu'au bout, à rabaisser notre niveau de conflictualité jusqu'à tomber dans la boue des revendications et du réformisme. D'ailleurs, les « masses en révolte », pour reprendre le mot employé ci-dessus, n'ont d'existence en soi que d'un point de vue abstrait et idéologique. Je préfère y voir une multitude d'individus qui se trouvent dans un parcours de lutte et, au mieux, d'auto-libération, donc qui d'une certaine manière se rebellent contre leur « être-masse ».

Mais, encore une fois, je pense qu'il n'y a rien de mécanique dans les insurrections et dans les révolutions. Bien que certaines conditions d'exclusion sociale, d'exploitation et d'oppression puissent exaspérer les esprits jusqu'à pousser une partie des individus à ne plus accepter de porter des chaînes, et d'endurer les souffrances et les humiliations, je crois que c'est tout d'abord grâce aux prises d'initiatives minoritaires et à la diffusion des idées révolutionnaires que le conflit peut s'approfondir jusqu'à atteindre une situation de rupture véritable. Le refus d'une condition d'oppression particulière, par exemple l'imposition de l'ordre patriarcal, de la police, de l'exploitation salariale ou d'une nuisance industrielle, constituent des points de départ, mais ce refus ne saurait pas suffire à pousser la révolte au-delà de certaines limites, au-delà desquelles la récupération ne serait plus possible. Je suis convaincu que c'est la propagation d'horizons de liberté, de mondes radicalement autres, d'abord forgés à l'intérieur de soi-même, qui peut ouvrir cette possibilité. Ces imaginaires de liberté, « nous » – cette fameuse « minorité active » – nous devons les cultiver, nous devons les nourrir, et cela ne passe pas seulement par des théories et des écrits, mais aussi et surtout par des actes qui ciblent les causes de notre dépossession et de notre exploitation. Au fond, c'est ce que les anarchistes appelaient il y a déjà plus d'un siècle « la propagande par le fait ».

L'action minoritaire est d'abord l'expérience individuelle d'une di-

mension qualitative radicalement opposée à la reproduction de la vie quotidienne, au faire abrutissant du travail, de l'obéissance et de la passivité. Mais le sens de l'agir ne reste pas enfermé dans cette dimension individuelle. Bien qu'une action ou une série d'actions menées par une petite minorité de la population ne soient pas suffisant pour transformer radicalement le cours de choses, chaque coup porté contre l'ordre dominant s'inscrit dans un contexte plus large, où il peut être porteur de significations et de perspectives autres, montrant la fragilité de la domination et ouvrant des champs du possible. Dans ce sens, s'il est vrai que tout acte de révolte, toute action directe est importante et a du sens en soi, certaines attaques – ciblant des nœuds importants – ont un plus fort impact sur les flux de marchandises et de données et permettent que la critique en actes de cette normalité mortifère atteigne un plus grand nombre de personnes. Si certaines cibles demandent plus de recherches, plus d'efforts, plus d'imagination et plus d'organisation que d'autres, cela ne signifie pas que de telles actions ne sont pas « reproductibles ». Établir une hiérarchie entre les actions est certes une erreur à éviter à tout prix, mais la proposition de créer des coordinations entre les groupes d'action afin de créer des perturbations plus sérieuses, tout comme celle de porter le regard vers des nœuds névralgiques du système, n'impliquent en rien le sacrifice d'une éthique anti-autoritaire au nom de l'efficacité. La question est plutôt : qu'est-ce que l'on attend de l'action ? D'après moi, il serait illusoire et dangereux de considérer l'action minoritaire comme une clé magique capable d'arrêter la domination. Des petits groupes peuvent ralentir l'avancée du rouleau compresseur, mais je ne crois pas qu'ils puissent le freiner définitivement. On ne peut pas réduire la domination à son appareil technique, tout comme on ne devrait pas réduire l'impact de l'action aux dégâts qu'elle crée et sous-estimer le sens qu'elle porte dans un contexte qui n'est pas tout à fait pacifié.

Ici et maintenant, mais avec un regard vers l'avenir

Dans les années à venir, très probablement, les luttes contre les nuisances industrielles continueront à s'exacerber avec l'accumula-

tion de tensions sociales, de désastres écologiques et sanitaires, de pénuries énergétiques, de spoliations et de dévastations accrues de territoires. Une critique anarchiste de la techno-industrie pourrait alors être audible. L'horreur générée par l'exploitation du vivant est de plus en plus évidente aux yeux d'un grand nombre de personnes. Si nous pensons qu'il n'y a qu'« une masse complice du système » autour de nous, nous choisissons d'ignorer tous les refus divers et variés qui commencent à exploser de-ci de-là. Nous pourrions alors tomber dans la foi vers une catastrophe cathartique et dans l'exaltation narcissique de nos actions. A l'inverse, si nous examinons le monde-prison qui nous entoure d'une manière plus lucide, nous pouvons discerner des fissures dans les murs qui nous enferment. Des fissures que nous pouvons transformer en brèches, dans un combat qui ne vise plus à se réapproprier l'existant, mais à le détruire et à poser les bases pour une nouvelle vie.

La question n'est donc pas d'attendre les masses, de les convaincre du bien-fondé de nos idées, d'agir petit à petit et sans faire peur aux honnêtes travailleurs. Mais il ne s'agit pas non plus de déclarer une guerre privée au pouvoir, de mépriser « les gens » et de fétichiser l'action. Nous sommes anarchistes et nous agissons en tant que tels, à partir de notre position éthique, de nos analyses et de notre perspective. Au fond, nos mots, nos actes, et peut-être même nos vies constituent une proposition, ce qui est très différent d'un projet autoritaire de la révolution et de la société, tel que le conçoivent les marxistes avec leurs programmes. Formuler une proposition en actes ne veut pas dire se poser en tant que guide de la lutte et encore moins vouloir l'imposer, mais faire apparaître un discours et des pratiques qui contiennent un potentiel de rupture et de transformation. Au pire, cette proposition sera négligée, ridiculisée, incomprise mais nous aurons vécu nos vies dans la beauté de nos idées, nous aurons brûlé mais de notre propre lumière, nous n'aurons pas vécu à l'ombre d'une chapelle. Au mieux... qui peut dire, ce qui se passera dans l'avenir ? Si je regarde derrière moi, il y a dix ou quinze ans je n'aurais pas pu prévoir beaucoup des explosions de rage qui ont eu lieu, et je ne crois pas que cela va s'arrêter, au contraire.

Ce texte est donc une invitation à ne pas refuser d'avoir un regard vers l'avenir, à ne pas avoir peur d'aller au-delà de l'agir immédiat, à réfléchir dans les termes d'une proposition révolutionnaire. Ne plus croire au mythe du Grand Soir, ne plus croire au mythe du Progrès... c'est sûrement se libérer d'un gros carcan. Mais cela ne veut pas dire renoncer à un projet de transformation radicale du monde. Ce bouleversement ne pourrait pas être envisagé sinon sur une longue durée et je l'imagine comme un lent processus de désagrégation. Que se passerait-il si des sabotages toujours plus nombreux sur les infrastructures vitales de la domination commençaient à perturber sérieusement l'interconnexion dont dépendent l'économie et l'État ? Si les résistances contre des nuisances (projets d'extraction, d'infrastructures énergétiques ou de transports, etc.) devenaient des foyers d'autonomie et d'insurrection et si les États commençaient à perdre le contrôle sur certains bouts de territoires ? Si une partie de l'humanité commençait à détruire les métropoles et à transformer l'espace en les soustrayant à l'emprise de l'économie et du pouvoir, créant des formes inédites d'activité, de relation et d'échange ? Cela pourrait sembler totalement irréel aujourd'hui mais, d'après moi, c'est dans cette direction que nos efforts devraient s'orienter. Il ne s'agit pas de rédiger des programmes, de tracer des chemins préétablis, mais d'oser affirmer nos désirs, y compris si nous sommes une très petite minorité à vouloir aller dans cette direction. N'est-ce peut-être pas justement d'aspirations utopiques dont nous avons besoin pour lutter, pour retrouver la force de se battre face à une réalité sombre qui a tué tout espoir dans un changement possible ? Un regard vers ce que nous voulons me semble indispensable, aujourd'hui, afin de développer des analyses capables d'orienter notre travail d'agitation et notre agir. Sans se bercer dans des illusions de lendemains qui chantent, sans mentir à soi-même ni aux autres, mais en poursuivant notre volonté de bouleversement et de transformation.

Bismuto

